



**BUREAU DU PRÉSIDENT**

**REMARQUES PAR S.E. PAUL KAGAMÉ, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE,**  
**LORS DU DÉBAT SUR LE MALI**

*À L'OCCASION DE LA 20<sup>ÈME</sup> SESSION ORDINAIRE DE LA CONFÉRENCE DE L'UNION  
ADDIS ABÉBA, LE 28 JANVIER 2013*

## **Excellences, Président de l'Union africaine**

### **Excellences chers collègues**

Notre débat sur le Mali est d'une importance particulière. Nous traitons ici d'une question d'intérêt pour chaque pays africain, pour chaque citoyen africain.

La situation au nord du Mali menace non seulement la sécurité et la stabilité de ce pays, mais aussi celles de l'ensemble de la région et au-delà. Les principes en cause, notamment le respect de l'unité et de l'intégrité territoriale du Mali, sont d'une importance primordiale pour tout le continent. L'Afrique ne peut, ne doit pas croiser les bras lorsque des groupes terroristes et criminels occupent la moitié du territoire d'un État membre, commettent les crimes les plus odieux qui soient contre des civils innocents, et détruisent des monuments qui revêtent une grande signification au regard de l'héritage culturel et de la civilisation du continent.

Le Mali est l'un des membres fondateurs de l'OUA. Son attachement au panafricanisme est bien connu. En un demi-siècle d'indépendance, cet engagement n'a jamais faibli. Modibo Keita, le Premier Président du Mali, était un des dirigeants africains les plus engagés en faveur de la libération du continent et de la promotion de son unité. Le Président Alpha Omar Konaré, qui a dirigé la Commission de l'UA, est un Africain profondément dévoué aux causes du continent. Je n'ai aucun doute quant à la détermination du Président Dioncounda Traoré à préserver et à renforcer la contribution inestimable du Mali à l'avancement du continent.

Alors que nous nous apprêtons à célébrer le Jubilé d'Or de l'OUA/UA, nous nous devons d'apporter au Mali notre totale solidarité et un appui sans réserve. La solidarité et l'action collective furent les valeurs qui rendirent possible la libération de l'Afrique du joug du colonialisme et de la domination raciale. Il s'agit là précisément des valeurs dont nous avons aujourd'hui besoin pour faire face aux formidables défis auxquels le Mali est confronté.

De quels défis parlons-nous? Il s'agit de créer les conditions du déploiement rapide de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) et d'assurer la viabilité de ses opérations. Idéalement, la MISMA aurait dû être déployée beaucoup plus tôt. Malheureusement, cela n'a pas été possible. Aussi, lorsque les groupes terroristes et criminels lancèrent une attaque le 10 janvier 2013, ce fut grâce à la prompt intervention de la France que la situation fût contenue.

Le déploiement de la MISMA est plus nécessaire que jamais pour aider l'armée malienne parachever la libération de la partie septentrionale du pays. Ce faisant, la Mission aidera à la création de conditions favorables à un véritable processus politique qui verra les Maliens de tous bords se rassembler pour développer un consensus sur ce qu'ils doivent collectivement faire, pour consolider la paix, assurer la sécurité et promouvoir l'unité et la réconciliation dans leur pays.

Je voudrais, à ce stade, marquer la profonde appréciation par le Rwanda des efforts de la CEDEAO, des pays du champ et de l'UA, ainsi que du soutien fourni par nos partenaires. Le Rwanda est sincèrement reconnaissant à ceux de nos États membres, tant de la CEDEAO qu'en dehors de la région et au-delà, qui ont engagé leurs filles et fils pour l'opération militaire de libération du Mali.

En tant qu'Africains, nous nous devons de faire davantage. En cet instant, faire davantage c'est contribuer significativement au financement et aux besoins logistiques de la MISMA et des Forces de défense et de sécurité du Mali. Que nos moyens soient limités ne fait guère de doute. Mais assurément il ne peut en être ainsi s'agissant de notre volonté et attachement au continent et à la survie de chacun des États membres de notre Union.

A cet égard, je voudrais proposer que ce Sommet décide, immédiatement, qu'une partie du financement requis pour la MISMA et les Forces de défense et de sécurité du Mali soit prise en charge par l'UA, en tant qu'organisation, et ce utilisant les arriérés de contributions, le Fonds pour la paix, et les contributions mises à recouvrement. La Commission distribuera incessamment un projet de Déclaration solennelle, qui, en même temps qu'il réitérera la détermination de l'Afrique à prendre la direction des efforts en cours au Mali et à se les approprier, contiendra également notre décision de mettre immédiatement à disposition un montant de 50 millions de dollars aussi bien pour la MISMA que pour les Forces de défense et de sécurité du Mali.

Le peuple malien et, à dire vrai, les peuples d'Afrique nous regardent. Ils attendent désespérément des gestes et des actes concrets qui apportent la preuve que l'Afrique peut être à la hauteur des enjeux. Ils sont avides de décisions qui mettent en évidence notre sens de la fierté et de la dignité. Ils aspirent à une Union qui donne un sens à ses engagements lorsqu'il s'agit de solidarité et de responsabilité collective. Le Sommet ne peut ne pas répondre à ces attentes.

Il y a de cela quelques années, les Comores avaient sollicité notre aide pour restaurer l'autorité de l'État sur l'île d'Anjouan. Nous décidâmes, lors d'un Sommet tenu en 2008, de constituer une force africaine pour apporter l'assistance requise. Le Soudan et la Tanzanie fournirent les troupes, cependant que d'autres pays africains apportèrent un soutien technique et financier. L'opération fut conduite avec succès, en dépit des moyens limités qui sont les nôtres. Le Darfour en 2004 et la Somalie depuis 2007, année au cours de laquelle l'Ouganda et le Burundi ont engagé des troupes dans ce pays, sont d'autres illustrations d'entreprises africaines réussies, alors que tout semblait militer contre nos efforts. Je cite ces exemples pour montrer que rien n'est au-dessus des capacités de ce continent lorsque nous mobilisons la volonté politique requise.

Ce jour est un de ceux où l'Afrique doit démontrer la volonté politique qu'appelle la situation et mobiliser les ressources qui vont avec.

À vous tous, chers collègues, sœurs et frères, attachés au bien-être de notre continent et à celui du Mali, en particulier, je voudrais lancer un appel pour que nous entérinions maintenant la

Déclaration solennelle sur le Mali. En tant que membre non permanent du Conseil de sécurité, le Rwanda prendra appui sur une telle décision pour faire avancer notre requête d'un module de soutien des Nations unies financé par les contributions mises à recouvrement.

En ce moment d'épreuve, le Mali, qui a démontré un engagement sans faille en faveur des idéaux de notre Union, doit pouvoir compter sur notre solidarité et soutien.

Je vous remercie.